



Le PSJ dépose son initiative pour soutenir les familles jurassiennes

Le Parti socialiste jurassien (PSJ) a déposé ce jour à la Chancellerie d'État son initiative populaire cantonale, intitulée : « Impliquer les entreprises dans les structures d'accueil de l'enfance, un avenir assuré pour les familles jurassiennes ».

Par cette initiative, munie de 2500 signatures, le PSJ entend répondre à une réalité largement partagée dans le canton : le manque de places d'accueil pour les enfants, l'incertitude qui demeure pour de nombreuses familles quant à l'accès à une solution de garde adaptée et les difficultés de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, qui pèsent tant sur les familles que sur l'économie locale.

Actuellement, l'accueil de l'enfance est financé quasi exclusivement par les parents, les communes et le canton, alors même qu'une offre de garde insuffisante a un impact direct sur la disponibilité de la main-d'œuvre et sur l'égalité professionnelle, en particulier pour les femmes. L'initiative propose ainsi de faire participer les entreprises au financement des structures d'accueil, de manière proportionnelle à leur masse salariale, selon un modèle solidaire déjà appliqué avec succès dans plusieurs cantons romands.

Cette contribution pourrait permettre de créer de nombreuses places supplémentaires, tout en garantissant une mise en œuvre simple, équitable et proportionnée pour les entreprises.

Pour le Parti socialiste jurassien, investir dans l'accueil de l'enfance, c'est investir dans l'égalité, dans le bien-être des familles, mais aussi dans une économie cantonale plus dynamique et attractive. Le Jura doit se doter de solutions durables pour répondre aux défis actuels du marché du travail et assurer un avenir stable aux familles jurassiennes.

Rédigée en termes généraux, l'initiative populaire cantonale entre à présent dans sa phase institutionnelle, avec un examen par le Gouvernement et le Parlement. Le PSJ se réjouit que ce débat essentiel soit mis à l'agenda politique et, si nécessaire, soumis à la décision du peuple jurassien.

Annexe : photo. Quelques membres du Comité d'initiative remettent 2500 signatures à la chancellerie.

Sur la photo : François-Xavier Migy, Mathieu Houmar, Coline Steullet-Scherrer (de la chancellerie), Jelica Aubry-Janketic, Marion Stadelmann et Armelle Cuenat.